

Création d'un système de réseaux d'action et protection sociale pour les femmes dans la municipalité de Pikine

Création d'un centre de développement pour la protection sociale et l'autonomisation des filles et des femmes – mise en réseau avec les associations des autres communes d'arrondissement dans la Région de Dakar – Municipalité de Pikine

I. Introduction

Le 13 février 2013 a marqué l'inauguration officielle du centre de conseils des femmes dénommé : Guichet d'information, d'Orientation et de Formation des Femmes de Pikine-Est - **“GIOFF/Pikine-Est”**, dans le cadre du projet PO.L.I.S (Policies for life : Supporting the Creation of Job Opportunities, Social Services) financé par la Région Marche et géré par les femmes de Pikine-Est et les partenaires institutionnels de la Province de Ancona, le CIPSI, la Commune d'arrondissement de Pikine-Est, l'Association JANT-BI (Pikine), la Commune de Senigallia (Italie), le CCGIL Marche (Italie), l'Association « Avvocato di strada » (Italie), l'Association « Festa per la liberta' dei popoli » (Italie), la Compagnia della Fenice (Italie), l'Association des Sénégalais « Diappo » (Italie).

II. Rappel du Contexte

Ce bureau ouvert dans les locaux de la maison de la Femme de Pikine-Est, est le fruit d'un partenariat qui entre dans le cadre d'une nouvelle vision de la solidarité internationale “Pour un nouveau pacte de coopération entre l'Europe et l'Afrique”. Le processus qui a conduit à la mise en place du GIOFF a démarré en 2008 lors du congrès de Pikine (Sénégal) qui a regroupé une centaine de participants venus d'Europe et d'Afrique et au cours duquel l'idée de mener une campagne pour l'attribution du prix Nobel de la Paix aux femmes africaines a été émise, en reconnaissance du rôle incontournable qu'elles jouent dans la consolidation de la paix et le développement du continent africain.

Le séminaire de Pikine en 2010 organisé par l'association JANT-BI et ChiAma il Senegal en collaboration avec le CIPSI et ChiAma l'Africa, était le prolongement en Afrique du lancement officiel en septembre 2009 à Ancône (Italie) de la campagne NOPPAW (pour l'attribution du prix Nobel de la paix 2011 à la femme africaine).

Ce séminaire qui était présidé par le Ministère Sénégalais de la Femme et qui a rassemblé une centaine de participants venus d'Europe et d'Afrique a permis de dégager entre autres recommandations les stratégies à développer pour cette campagne.

Il faut souligner qu'au Sénégal la campagne NOPPAW a été bien soutenue par l'Ambassade d'Italie au Sénégal à travers la Direction de la Coopération Italienne qui a appuyé et accompagné JANT-BI et ChiAma IL Senegal durant tout le processus.

Ainsi, l'attribution du Prix Nobel de la Paix 2011 à trois femmes dont deux du continent africain, est sans aucun doute le résultat de l'effort considérable qui a été consenti par la campagne de sensibilisation à travers le monde.

Ensuite, le forum de ChiAma l'Africa qui s'est tenu à Ancône du 5 au 7 octobre 2012 - *"L'Afrique debout : Maintenant ne les laissons pas seules"* auquel des femmes de Pikine (Sénégal) ont été invitées, a été une rencontre qui a permis aux femmes d'échanger leurs expériences et de faire des propositions concrètes sur les stratégies communes à développer pour une nouvelle étape qui consiste à continuer la démarche déjà entamée avec les femmes africaines.

Ces quatre (4) femmes qui ont participé au forum de ChiAma l'Africa, sont celles qui ont été sélectionnées au niveau de la commune d'arrondissement de Pikine-Est pour leur engagement et leur disponibilité dans la lutte pour la cause de la femme, mais également en tant que relais communautaires agissant dans les domaines socio-sanitaires et des droits des femmes au niveau de la localité.

Cependant, tous les partenaires ont compris qu'en réalité il s'agissait du début d'un processus que les femmes de Pikine Est devaient continuer à étendre.

III. PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET PO.LI.S AU SENEGAL

Le processus qui a permis d'aboutir à la mise en place du guichet d'information, d'orientation et de formation des femmes de Pikine-Est, peut être décliné en plusieurs étapes :

Le Projet, né d'une idée originale sur le terrain en Italie pour faciliter l'accès des femmes aux services socio-sanitaires, avait expérimenté, dans la province de Rome (District socio-sanitaire RMG5) certains outils de recherche axés sur le point de vue des femmes usagers des services publics. Il fallait partir de la curiosité de vouloir enquêter sur la dimension féminine et maternelle, pour aboutir à des besoins et des pratiques de réalisation des services correspondants. L'intention était d'aborder des problèmes qui devaient dépasser la dimension concrète et

quantitative du manque de médicaments, de couches de bébé, mais d'aller vers les besoins d'écoute active et de se mettre en réseaux pour soutenir les femmes dans des besoins de « deuxième niveau ».

A partir de cette initiative financée par la province de Rome et la Région Lazio, la même méthodologie a été proposée dans un projet financé à la province de Ancona et au Cipsi par la Région Marche. Ce projet avait pour objectif de faciliter la comparaison et le transfert des « meilleures pratiques » acquises au sein du système de gouvernance sur les politiques sociales pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et le travail, entre la province d'Ancône et la Commune de Pikine Est (Dakar, Sénégal). Le projet POLIS a contribué à renforcer les compétences en matière de structuration et de gestion des services sociaux en s'adressant surtout aux femmes. Le projet, pour ce faire, a formé un représentant sur place de la ville de Pikine Est, une assistante sociale et une entrepreneuse et a promu la création d'une expertise dans le domaine des services sociaux, de la protection du travail de la mère et de l'enfant et de l'égalité des chances pour les femmes. Une visite d'étude dans la province d'Ancône a permis aux opératrices de connaître des expériences directement consolidées, telles que celles de consultation pour les femmes, d'un guichet, de la Commission pour l'égalité des chances. Sur cette base, on a élaboré, de manière participative, un modèle pour la structuration de nouveaux services dans la communauté de Pikine Est. Le modèle a été testé directement sur place. Le centre au service des femmes (GIOFF) a été ouvert localement pour une période de 8 mois et il travaille encore pour permettre d'offrir ses services d'écoute pour la protection des mères et des enfants, l'égalité des sexes et l'accès à l'emploi pour les femmes.

La première phase du projet POLIS était de recherche. Durant la phase préliminaire à la construction du projet, on a en fait constaté que les besoins relevés le plus souvent dans la banlieue de Dakar étaient « métro, boulot et dodo » et donc le manque de transports pour se rendre à la grande ville, le manque de travail, le manque de sommeil. Mais la finalité du projet était d'étudier et renforcer la sphère du féminin et maternel pour des femmes, dont les problématiques sont normalement considérées d'une manière sommaire et quantitative.

Le questionnaire - qui était censé être seulement une trace d'entretien - en fait, voulait permettre aux femmes elles-mêmes, par l'action des Femmes relais, de s'adresser à la population féminine de Pikine Est, pour comprendre les besoins des femmes dans le quartier, non seulement d'un point de vue quantitatif, mais aussi qualitatif.

Il était donc nécessaire de:

- mener une enquête sur les instruments et les applications disponibles en Italie et au Sénégal en termes d'égalité des sexes, de protection et d'accès à l'emploi, des services sociaux dans le milieu maternel et infantile déjà existants au niveau du quartier;
- développer des données, identifier les priorités en termes : d'égalité des chances entre les sexes ; de services sociaux pour la protection de femmes, mères et enfants ; d'accès à l'emploi pour les femmes ;
- concevoir et mettre en œuvre des activités de formation destinées aux opérateurs ;
- effectuer des visites d'étude et d'échanges afin de vérifier le fonctionnement des centres de planning familial, des crèches, des guichets pour les femmes, des centres pour l'égalité des chances pour les femmes ;
- Identifier des lignes directrices et des directives réglementaires pour la création de nouveaux services,
- identifier un modèle d'intervention pour la zone de Pikine Est ;
- expérimenter pendant quelques mois un guichet d'information / formation / conseil pour les femmes sur place ;
- Sensibiliser les personnes en Italie et au Sénégal sur les résultats obtenus et la nécessité d'une continuité.

Pour ce faire, on a formé 4 femmes relais, qui ont fait une recherche sur le terrain dans le domaine des besoins des femmes, liée à la sphère de la mère et de l'enfant et ont mis en évidence le besoin d'informations de base et des conseils pour les usagères potentielles. Maintenant trois des ces quatre femmes gèrent administrativement, techniquement et politiquement le guichet.

IV L'enquête

Les acteurs ont été quatre femmes actives au niveau de Pikine-Est, engagées et ayant acquis beaucoup d'expériences dans le domaine du développement communautaire. Elles ont réélaboré des fiches d'enquêtes, réalisé l'enquête même, qui a été menée sur la base d'un questionnaire servant de guide d'entretien. Les formulaires, comprenant 61 questions, ont pris en considération cinq variables, à savoir : - identification des enquêtées - accès aux soins gynécologiques - soins post accouchement - histoire personnelle des enquêtées - pratiques au centre de consultation.

L'échantillonnage a été effectué sur la base d'une étude au niveau du territoire communal de Pikine - Est. La technique d'échantillonnage a été basée sur un choix raisonné en tenant compte des caractéristiques des femmes de la tranche d'âge variant entre 18 et 62 ans, pour diversifier l'enquête et aboutir à des données qualitatives.

760 femmes sur une population estimée à 90 000 habitants, ont servi d'échantillon au niveau des 21 quartiers que compte la commune de Pikine-Est ; ces quartiers ont été regroupés en 15 zones d'intervention pour mieux harmoniser le travail d'enquête.

Une recherche documentaire a été effectuée au niveau de certaines structures de Dakar : la Direction de l'action sociale, l'Ecole Nationale de Développement Sanitaire et Social, la mairie de la ville de Pikine, la commune d'arrondissement de Pikine - Est, les structures sanitaires, etc.

Il s'agissait de recueillir des données relatives au système actuel d'appui en termes de services socio- sanitaires et à l'égalité des droits pour les femmes, à la législation en vigueur au Sénégal, aux stratégies, aux activités et aux moyens mis en œuvre pour la promotion de la femme.

Les activités de formation-échange se sont tenues à Sendou du 12 au 14 juin 2012, entre les délégations italienne et sénégalaise. L'échange était surtout sur le plan technique: sur la communication dans le domaine des services socio-sanitaires aux usagers afin de relever leurs besoins et de faire la restitution du feedback, sur les modalités de convocation et la capacité de restitution aux usagers, sur le processus d'accompagnement des groupes et des cas et les différentes étapes de l'accompagnement et enfin sur le processus de connexion en réseau.

Tout le parcours a été suivi par le maire de la Commune d'arrondissement de Pikine-Est et des membres de son équipe municipale. Cette activité a permis d'avoir des échanges sur la situation des activités du projet PO.LI.S, ainsi que sur les perspectives pour la mise en place du guichet. A l'issue, le document d'engagement de la municipalité de Pikine-Est de mettre à la disposition du projet PO.LI.S des locaux devant servir de bureau pour le guichet, a été signé par le maire.

Le séminaire de formation a été clôturé par un Work Shop qui a rassemblé les groupements de femmes de Pikine-Est ainsi que des opérateurs évoluant dans le secteur socio-sanitaire et dans le combat pour les droits des femmes.

Lors de cette rencontre, les échanges ont permis de transmettre les connaissances débattues au cours de la formation, de sensibiliser et d'informer les participants du début d'une activité d'expérimentation dénommée : Guichet d'Information d'Orientation et de Formation des Femmes (GIOFF), Centre de conseils pour les femmes de Pikine-Est.

Une délégation sénégalaise composée de quatre opératrices et d'un conseiller technique sénior venus de Pikine (Sénégal), a effectué un séjour à Ancône du 05 au 11 octobre 2012. Cette visite (d'échange) a permis aux opératrices d'avoir une meilleure connaissance des services sociaux

offerts par les structures sanitaires, les centres de consultation et de rencontrer la communauté sénégalaise (municipalité de Senigallia, consultorio, association sénégalaise Diappo) ; ainsi qu'au niveau du syndicat CGIL Marche et l'Association Avocat de la rue. S'y ajoute la rencontre avec les responsables et des étudiants de l'université polytechnique d'Ancône, avec les autorités de la région Marche et de la Province d'Ancône. Les discussions ont été axées sur la situation de l'enquête à Pikine, sur les perspectives et dispositions pour la pérennisation du projet au Sénégal.

C'est ainsi que la délégation sénégalaise a rencontré avant son départ, à Rome, Mme Bianca Pomeranzi du Ministère italien des affaires étrangères. Au cours de cette rencontre, Mme Bianca s'est engagée à créer la mise en relation avec le bureau de la coopération italienne au Sénégal, sur les possibilités d'intégration du Guichet de Pikine-Est dans les activités du Programme Intégré de Développement Economique et Social (PIDES), mis en place dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement italien et celui du Sénégal.

Publication des résultats de l'enquête

Les résultats de l'enquête ont été commentés et partagés au niveau local avant d'être envoyés à l'équipe de coordination en Italie.

Après un diagnostic interne sur la vie des populations de Pikine – Est et une analyse des différentes données résultant de l'enquête, le premier constat qui s'impose est que les femmes et les enfants sont les catégories sociales les plus défavorisées et par conséquent les plus touchées par la pauvreté et se trouvent généralement dans une situation d'extrême précarité. On remarque surtout l'insuffisance de structures spécialisées dans leur prise en charge, un accès difficile aux services sociaux de base et l'absence de programmes spécifiques pouvant satisfaire leurs besoins et résoudre de manière durable leurs problèmes.

Les domaines liés à l'accès aux services sociaux, santé et action sociale, éducation étant des compétences transférées, un engagement politique de la municipalité s'impose afin de permettre une convergence des efforts de tous les acteurs. Ainsi, les projets et programmes nationaux de lutte contre la pauvreté devraient non seulement cibler en priorité les femmes et les enfants, mais aussi et surtout valoriser une approche intégrative et s'inscrire dans une logique de mise en œuvre d'actions participatives et positives. Par conséquent, il est nécessaire d'assurer une synergie dans les stratégies à mettre en œuvre pour que l'ensemble des acteurs et en particulier les femmes, puissent jouer pleinement leur rôle aux différents niveaux du processus de développement de la localité.

Les résultats issus de l'enquête ont permis d'identifier les besoins spécifiques des femmes de Pikine - Est et orienté la réflexion sur un modèle d'intervention qui va s'articuler principalement autour de

3 volets: Volet 1 : Santé maternelle et infantile ; Volet 2 : Equité et égalité de genre ; Volet 3 : Droit et accès au travail pour les femmes.

Dans le domaine de la santé en général, il est opportun de mettre un accent particulier sur la promotion des mesures de protection individuelle et collective par l'hygiène, l'assainissement et l'IEC (Information - Education pour la santé - Communication).

En ce qui concerne particulièrement la santé de la reproduction, il faut un modèle d'intervention qui s'appuie sur des actions dans le domaine du renforcement de la prévention et du développement de la communication pour le changement des comportements.

Au niveau de l'équité et de l'égalité de genre, il faut dire que malgré le rôle de plus en plus pondérant que jouent les femmes de la localité dans la prise en charge des problèmes quotidiens de la famille, leur participation aux processus de prise de décision, ainsi qu'à la vie publique et politique sont très en deçà des attentes. A cet effet, pour relever les défis liés à leur implication dans les processus de prise de décision surtout au niveau local, il s'avère nécessaire de renforcer leurs capacités sur la gouvernance locale et les politiques pour les femmes axées sur la défense, la sauvegarde, la vulgarisation, la promotion et la protection de leurs droits.

Quant au droit et à l'accès au travail pour les femmes, le constat est qu'à Pikine-Est près de 26% des femmes vivent sans revenus, parce qu'elles n'exercent aucune activité économique. Il s'agira pour le guichet, d'entamer une démarche d'appui/conseil qui va permettre à ces femmes de s'organiser en mutualisant leurs ressources, de se former et de développer des activités génératrices de revenus en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Parmi 74% des femmes qui ont des revenus, 33,5% sont dans le secteur informel (petit commerce, couture, coiffure, restauration, services...). A ce niveau, il y a la nécessité de porter une attention prioritaire à la protection et au développement de leurs activités à travers des stratégies d'appui/conseil et de renforcement de leurs capacités, afin que leurs entreprises soient beaucoup plus performantes. Il s'agira également, dans le futur, d'identifier avec elles les orientations stratégiques en vue d'assurer la durabilité de leurs entreprises mais également de les accompagner à la création d'un environnement beaucoup plus favorable, à l'accès à l'information, à la facilitation pour leur accès aux financements et à relever leurs niveaux de perfectionnement. On peut ajouter qu'il existe déjà à Pikine-Est une union de groupements de femmes (UGFP) dont les membres évoluent dans plusieurs domaines d'activités. Le travail à faire à ce niveau consistera à les accompagner pour l'identification de leurs forces et faiblesses et de développer avec elles des stratégies de redynamisation de leur cadre associatif afin qu'il soit plus attractif donc à même de s'ouvrir davantage à tous les groupements de promotion féminine existant dans le territoire communal.

V. DEMARRAGE DES ACTIVITES DU GIOFF

En février 2013, le GIOFF a commencé son travail. Mme Seck Bousso a été confirmée au poste de Coordinatrice du Guichet et responsable du volet socio-sanitaire, Mme Billy Angèle chargée de la communication assure le volet Equité et Egalité de genre, Mme Ndour Amy en charge de l'administration est responsable du volet accès au travail pour les femmes.

Des fiches de secrétariat social ont été élaborées pour les usagers ainsi qu'un plan opérationnel qui définit les activités prioritaires établies.

Les opératrices ont entamé des actions d'information et de sensibilisation des populations sur le démarrage des activités. C'est ainsi que des réunions de partage des services/d'informations sur les services disponibles ont été tenues avec l'Union des Groupements Féminins de Pikine-Est (UGFP), des groupements de femmes évoluant dans la localité, l'Association des handicapés de Pikine-Est (AHPE), la municipalité de Pikine-Est, les associations communautaires de base (OCB), les structures de santé, les relais communautaires, les bajenu Gox (marraines de quartier), etc.

Une journée de réflexion qui a regroupé les parties prenantes au niveau local a été organisée et a permis davantage d'échanges sur le modèle d'intervention.

Actuellement, le guichet a enregistré une fréquentation relativement importante malgré les blocages liés au fait que la grande majorité des femmes de la localité ne sont pas habituées à ce genre de services. 300 fiches ont été remplies par des femmes sur différents aspects de leur vie quotidienne. Un plan de classification des problèmes identifiés est établi et chaque opératrice prend en charge les services qui concernent son volet. C'est sur cette base que le guichet va continuer ses interventions à travers des entretiens individuels, des séances d'animation et de renforcement des capacités ; l'objectif est d'offrir des services de qualité en matière d'information, de sensibilisation, d'orientation et de mise en relation, de médiation sociale et de formation. Les axes d'intervention sont contenus dans les volets socio-sanitaires, d'équité et d'égalité des chances, d'accès au travail pour les femmes.

VI. PERSPECTIVES PAR RAPPORT A CE PROJET

Le travail que le guichet est en train de faire mérite d'être élargi et approfondi. Il s'insère parfaitement dans les objectifs du Pides : Soutenir les femmes et les jeunes à travers des actions qui facilitent la promotion socio-économique, la protection sociale et la prise en compte du genre en cohérence avec les plans de développement intégrés des collectivités locales dans les régions de Dakar et Kaolack ; Renforcer les capacités du Ministère de la Femme pour le développement communautaire et la planification participative des activités de protection sociale ; Appuyer le

Comité de gestion et l'harmonisation des interventions des partenaires institutionnels et des acteurs à la base au niveau national, régional et local.

En particulier, sur le plan local, le Centre coopérera à l'amélioration de l'accès aux services sociaux, en tenant compte du besoin du développement économique et social des femmes. A cet effet, le Centre sera organisé pour offrir des services intégrés pour la promotion des femmes à partir de leurs besoins et les ressources spécifiques de chacune et sera lié au contexte spécifique local, sur la base des analyses déjà faites par le Pides et le projet POLIS. Il pourra aussi offrir un bureau d'aide aux femmes afférentes au Centre en ce qui concerne leurs droits – « boutique de droit » - dans leur lutte contre la discrimination liée au genre.

Ce projet respecte dans ce sens plusieurs indications correspondant aux actions prévues dans la stratégie proposée par la Coopération italienne au Sénégal: l'application des bons modèles étendus, dans une optique systémique et intégrée (Système Italie), à plusieurs secteurs sociaux et économiques, en utilisant des systèmes expérimentés de protection sociale liés à l'autonomisation des femmes.

En effet, les lignes directrices du guichet ont suivi l'application des principes de la loi 328/2000, qui a permis en Italie la réforme des services sociaux, dans une optique de co-planification territoriale entre différents acteurs institutionnels et privés, de révolution dans la considération de l'usager comme une personne-ressource, plutôt que comme simple porteur de besoin.

La municipalité de Pikine correspond - selon les critères de vulnérabilité socio-économique énumérés dans le Rapport de ciblage réalisé par l'ACA-PIDES en Janvier 2013- à une des zones-cibles pour le PIDES même, à cause de la répartition de la population urbaine, du taux d'activité des femmes inférieur à celui des hommes et en général du sous-emploi, du risque d'inondation et du logement dans des baraques.

Les analyses conduites au niveau du projet POLIS arrivent aux mêmes conclusions de besoin d'intervention et de mise en place d'un réseau, avec une perspective plus axée sur le plan personnel des enquêtées et avec des solutions, encore sur le plan expérimental, qui méritent, maintenant, d'être étendues et systématisées.

Le travail jusqu'au présent a pu être fait par le soutien de la coopération décentralisée en Italie aussi bien sur le plan financier (financement de la Région Marche), que sur le plan fonctionnel (situation expérimentale initiale dans la Province de Rome). Ces institutions, en particulier la Région Marche et la Région Lazio, sont disposées à continuer le soutien sur le plan financier et de partage d'expériences et donc à cofinancer l'action. Deux associations membres du CIPSI (Nadia Onlus et CREA), qui ont une très bonne expérience respectivement sur le traitement des enfants et l'accès aux services de protection sociale par les femmes, ont aussi donné leur disponibilité.

La section locale du CIPSI avec le partenariat de l'UGFP sera l'acteur local, directement engagé sur place avec le GIOFF, par un accord signé entre les deux parties et le CIPSI. Le CIPSI, qui mettra à disposition son expérience de gestion d'actions au niveau international, reste aussi l'acteur clé en Europe pour une nouvelle approche à la coopération au développement. Sur le plan de la gestion, un comité techno-scientifique sera constitué. Il sera composé par une représentante de l'UGFP, trois composantes du GIOFF et un membre du CIPSI. Il se chargera aussi bien de la gestion scientifique que de la gestion et du contrôle administratifs et financiers

Objectifs et stratégies en vue d'une proposition complète

Le projet vise à contribuer à la construction de conditions plus favorables pour les femmes en termes d'égalité des chances, de droit et accès à l'emploi, de soutien et d'intégration sociale, en s'appuyant sur l'amélioration des compétences et une majeure capacité de gouvernance par les services sociaux et par les collectivités locales au Sénégal.

En vue d'aboutir à cet objectif, différents étapes sont prévues : la première est constituée par ce projet et fait partie d'un programme plus complexe qui prévoit des actions pendant trois ans.

Pendant ces trois années, il y aura une progression à partir du renforcement de la portée des services sociaux d'orientation, jusqu'à la promotion d'activités économiques locales, gérées par les femmes au niveau des micro-entreprises et des petites entreprises locales de la ville de Pikine et à l'entrée dans un consortium plus élargi comme pourrait être une ADEL au niveau régional de Dakar. Aussi la stratégie financière est complexe et pluriannuelle : la première phase prévoit des activités à réaliser sur le terrain, pour lesquelles on a demandé une participation financière au PIDES et à la coopération décentralisée des Régions Lazio et Marche. La deuxième phase fera l'objet d'une proposition à présenter en Octobre à l'appel du Ministère de la Coopération italienne. Cette proposition sera centrée sur la promotion d'activités socio-économiques associées en réseau et connectées entre elles dans un système plurisectoriel et mélangé entre public et privé.

Objectifs

- 1) Au niveau social, favoriser la promotion des droits des femmes à travers des activités liées au renforcement de la capacité personnelle et de groupe pour la défense, la gouvernance, le droit de genre.

Résultat : renforcement personnel et de groupement des femmes sur le plan social et politique ; renforcement du réseautage/mise en réseau des associations des femmes de la ville de Pikine.

Activités prévues : Comité de pilotage, réseautage, défense.

- 2) Au niveau sociopolitique, favoriser l'amélioration des services sociaux de base en permettant aux femmes d'avoir conscience de leurs droits et de donner la possibilité et le temps aux femmes de travailler.

Résultat : renforcement personnel et de groupement des femmes sur le plan social, juridique, psychologique et de droit au travail et à la santé reproductive; acquis de plus de possibilités et de temps pour les femmes de travailler et faire des AGR.

Activités prévues : guichet, micro-crèches, « boutique de droit », consultation pour l'autonomisation psychologique .

- 3) Au niveau socio-économique, encourager l'autonomisation économique et sociale des femmes à travers la promotion d'activités génératrices de revenus et la formation connexe.

Résultat : Renforcement des compétences personnelles et de groupe sur le plan du travail et l'acquis des revenus sur le plan gestionnaire et sur le plan du réseautage.

Activités prévues : recensement des activités micro et méso-économiques gérées par les femmes, formation sur l'élaboration des projets et sur la planification administrative et financière.

- 4) Favoriser l'accès et la diffusion de l'information sur l'égalité des chances par les media et en particulier par la radio communautaire.

Résultat : sensibilisation de la population de la ville de Pikine, de la banlieue de Dakar aux problèmes des femmes (en particulier manque d'autonomie économique, manque de temps pour le travail, faiblesse de la conscience des droits....), à leurs droits, aux initiatives économiques entreprises par les femmes.

Activités prévues: émissions radio sur l'égalité des chances

VII. ACTIVITES A REALISER

Création d'un centre de développement pour la protection sociale et l'autonomisation des filles et des femmes – mise en réseau avec les associations des autres communes d'arrondissement dans la Région de Dakar – Municipalité de Pikine

Sur le plan opérationnel, le projet vise à renforcer et structurer les activités menées dans le Guichet, par le renforcement de la compétence des opératrices, leur capacité de planification sociale et de mise en réseau avec d'autres organisations locales, afin d'opérer dans une logique partagée et participative de fourniture de services sociaux de base. Le Guichet a en fait commencé à travailler

concrètement il y a environ un an et nécessite un soutien à la pérennisation et à l'expansion du réseau local.

Toutes les activités de formation et de mise à jour seront effectuées de manière conjointe entre les différentes communes d'arrondissement de la ville de Pikine, planifiées en collaboration avec l'Agence Régionale de Développement (ARD), organisées et gérées par les opératrices du GIOFF. Le lieu sera la Maison de la Femme à Pikine Est.

DOMAINE GOUVERNANCE

- 1) Activités relatives à l'objectif 1: le projet soutiendra la ***Création d'un comité de pilotage avec les leaders des associations féminines dans les communes d'arrondissement de Guinaw rail Nord, Guinaw rail sud, Djeddah Thiaroye, Pikine Nord Pikine Est, Pikine Ouest.***

Les analyses menées par le Pides ont clairement démontré que sans le développement des processus participatifs, les avantages des actions pilotes restent trop liés au contexte du simple projet. Quand les femmes prennent partie à la planification conjointe et elles ont aussi une responsabilité sur le plan administratif et politique, elles arrivent vraiment à gagner une position sociale reconnue par la communauté.

Le guichet a déjà mis en marche un processus que ce projet va maintenant soutenir. En effet, il y a déjà eu une ébauche de Comité, avec une réunion qui a eu lieu à la fin de mai, à la maison de la femme de Pikine Est comme conclusion d'une première action de recensement des associations féminines dans la ville de Pikine.

Le Comité, dans cette phase, sera composé par les trois opératrices du Guichet, les femmes responsables d'associations de Guinaw rail Nord, Guinaw rail sud, Djeddah Thiaroye, Pikine Nord Pikine Est, Pikine Ouest, qui ont signé un accord de partenariat avec le guichet.

Les activités des femmes des associations des Communes d'Arrondissement composant la ville de Pikine seront centrées sur :

- l'analyse de la situation et des problèmes,
- l'analyse des ressources locales utilisables,
- la planification conjointe des activités de gouvernance, de formation conjointe, de renforcement du réseau, de défense sociopolitique pour les femmes de Pikine.

Mode: réunions mensuelles à la Maison des femmes de Pikine Est.

Résultats/Produits: Plan d'action annuel

Plan de formation conjointe entre les différentes communes d'arrondissement

Webinars de consultation et soutien

Le Cipsi - à travers ses compétences et par l'activité d'un de ses membres, Crea, qui a développé une bonne expérience sur la participation des femmes étrangères dans la planification des priorités des services socio-sanitaires sur le plan local - effectuera un soutien à distance à travers 1 webinar par mois entre techniciennes et opératrices italiennes et sénégalaises. L'activité sera gérée par une experte et un technicien en Italie et au Sénégal.

Formation-échange et internationalisation du projet .

Echanges avec des autorités et des opérateurs italiens appartenant à des réalités locales concentrées sur la planification et la protection sociale dans la perspective du développement humain

L'activité sera axée sur l'échange d'expériences, de méthodes et d'outils visant à renforcer la gouvernance.

L'activité comprend :

1 séminaire au Sénégal (trois mois après le début du projet), les participants responsables des services socio-sanitaires du Lazio et des Marche (coordinateur, 1 représentant de l'association du troisième secteur Lazio, 1 représentant de la Province de Roma/Région Lazio, 1 représentant de la Région Marche, 1 représentant de l'association Avocats de la route).

1 séminaire en Italie (3 Femmes représentant le Guichet plus 6 Femmes représentant les différentes communes d'arrondissement de Pékin plus 1 représentante des femmes juristes) pour visiter les services qui seront en contact pendant l'échange professionnel.

Une mission internationale des autorités sénégalaises en Italie sera effectuée pour vérifier la possibilité de créer des projets de réseau dans le domaine socio-sanitaire, la santé reproductive et l'autonomisation économique des femmes et prévoit la possibilité de réaliser une ADEL (Agence de Développement Economique Local) dans la région de Dakar.

DOMAINE ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL

2) Activités relatives à l'objectif 2 : *Renforcement du fonctionnement du GIOFF :*

Concrètement, ce renforcement se fera à travers la structuration des activités dans 3 domaines:

- a) le renforcement et la continuité des services du Guichet
- b) la création d'une « boutique de droit »
- c) la planification et la création de micro-crèches

Le renforcement du GIOFF sera basé sur une mise-à-jour/formation transversale mensuelle d'une semaine par mois sur les sujets suivants:

✓ *Renforcement des capacités relationnelles et de travail en groupe : le cas de l'intervention dans la santé reproductive*

Objectifs :

Développement de la communication et des relations interpersonnelles

Développement de la capacité à travailler en équipe, d'être en mesure de planifier et de coordonner les actions

Contenus :

Définition et origines de la psychologie de la santé

Concept de la santé et de la maladie

Modèle biomédical et de la perspective bio-psycho-social

Les dimensions culturelles de la santé et de la maladie

Qualité de vie

Stress et gestion du stress

Faire face, l'auto-efficacité, la résilience, l'intelligence émotionnelle

Le vécu des travailleurs sociaux

Promotion et prévention

Psychologie du cycle de vie et formes d'intervention

Compétences de vie et autonomisation

✓ *La construction de réseautage et de co-planification sociale et territoriale*

Objectifs :

Développer la capacité d'autoréflexion

Stimuler une meilleure compréhension de soi et des autres, des propres limites et ressources

Parfaire les compétences requises par le métier

Acquérir la capacité à gérer la communication interpersonnelle et institutionnelle de manière qualifiée et fonctionnelle

Être en mesure de fournir un soutien dans les situations d'urgence

Contenus :

Qu'est-ce que signifie travailler en réseau

Réseau formel et informel

Communication, écoute, gestion des conflits

Identité professionnelle: compétences et responsabilités

Gestion de cas

✓ *Création et gestion des associations/coopératives:*

Objectifs :

Développer la capacité de créer et gérer une association/coopérative

Contenus :

Créer son association ou coopérative, mode d'emploi

Rédiger ses statuts associatifs ou fédératifs

Les responsabilités d'un dirigeant d'association/coopérative

Gérer la comptabilité de son association/coopérative

Animer une association/coopérative
 Structurer son projet associatif/coopératif
 Des outils web pour travailler en équipe
 Organiser un événement inter-associatif
 Créer et optimiser son site web
 Mener un rendez-vous avec un partenaire
 Construire son fichier de presse
 Rédiger une convention de partenariat
 La fiscalité associative/ coopérative
 Travailler autrement en devenant entrepreneur social
 Mener une action environnementale de solidarité Internationale
 Organiser un événement culturel
 Concevoir et réaliser une action d'éducation à la paix
 Programmer une journée autour de l'action solidaire

A la fin de chaque mois, une session d'une demi-journée de supervision en connexion avec les Webinars de consultation et soutien aura lieu pour analyser les points de force et de faiblesse du travail fait.

Ces activités seront orientées vers le renforcement des 3 opératrices du Guichet, des leaders des associations féminines de 5 autres communes d'arrondissement de la ville de Pikine, de 6 femmes monitrices/éducatrices qui vont entreprendre les activités de micro-crèche, de 6 potentiels para-juristes.

Le renforcement sera réalisé avec le soutien d'experts en provenance d'Italie, choisis parmi les acteurs d'associations et services publics italiens, inclus dans des projets similaires de réseaux.

En outre, le projet permettra de renforcer les activités ordinaires suivantes:

SERVICES

VOLET	SERVICES	ACTIVITES
1	SOCIO-SANITAIRES Focus : Santé maternelle et infantile	1. Appui/conseil sur la santé de la reproduction : Planification familiale (focus sur la contraception)
		2. Appui/conseil sur les soins gynécologiques (grossesse - accouchement)
		3. Appui/conseil sur les soins post-accouchement (suivi de la mère - suivi de l'enfant)
		4. Information/orientation sur les programmes élargis de vaccination (PEV)
		5. Appui/conseil/prévention contre les IST/Sida - Paludisme - Tuberculose - Autres fléaux...
2	EQUITE ET EGALITE DE	1. Appui/conseil sur la gestion familiale (Conflits / Médiation sociale - Education des enfants - autres.....)

	GENRE	2. Information sur les textes réglementaires en vigueur au Sénégal concernant les droits des femmes
		3. Information/mise à niveau sur les politiques pour les femmes au Sénégal
		4. Appui/conseil, formation sur la gouvernance locale (participation citoyenne)
		5. Appui/conseil, accompagnement à la mise en place du conseil des femmes
		6. Appui/conseil, Plaidoyer en faveur des femmes (défense, sauvegarde, vulgarisation, promotion et protection de leurs droits)
3	DROIT ET ACCES AU TRAVAIL POUR LES FEMMES (Autonomisation des femmes)	1. Appui/conseil à la re-dynamisation de l'Union des Groupements Féminins de Pikine -Est (UGFP)
		2. Appui/conseil à la mise en place de Groupements de Promotion Féminine (GPF)
		3. Appui/conseil au développement d'activités économiques (AGR)
		4. Appui/conseil à la mutualisation des ressources et à la création de réseau socio-économique (renforcement de la solidarité - réseautage)

Service : 3 fois par semaine/opératrice

Création de la « boutique de droit » : service de consultation des juristes, formation de para-juristes et activité d'autonomisation des femmes par un service de consultation psychologique

L'ignorance des femmes de leurs droits et les difficultés qu'elles rencontrent dans leur mise en œuvre, ont des conséquences graves sur la condition de la femme, aux plans économique, social, politique, culturel et du point de vue de son épanouissement.

Pour mettre fin à la détresse des femmes dans ce domaine, il importe de rendre la Justice et le Droit plus accessible financièrement et psychologiquement auprès des femmes et des enfants. Ce projet vise à mettre sur pied un centre d'appui et de protection des femmes fondé sur la proximité et l'accessibilité. Il s'agit de mettre la connaissance des droits à la portée de tous, par la création d'une «boutique de droit» qui auraient pour mission d'informer, de sensibiliser, d'encadrer, de conseiller les femmes et les enfants. Il s'agit aussi de renforcer le processus d'autonomisation qui, de l'information doit passer à l'épanouissement.

Il est donc évident que l'intérêt de la boutique de droit sera d'aider à informer ces femmes de leurs droits et de les assister dans les procédures juridiques, judiciaires et psychologiques. Le projet vise ainsi à faire sortir le Droit des prétoires et autres amphithéâtre vers les maisons et vers la rue en vue de créer une nouvelle citoyenneté.

Localisation – Pikine Est. Maison de la femme

Activité n. 1 Mise en place d'une boutique de droit.

Réhabilitation d'un local donné par la Mairie de Pikine Est et fourniture de l'équipement nécessaire

Activité n. 2 Consultation

2.1 Consultation directe

Le centre sera ouvert 3 jours par semaine et chaque jour sera animé par un consultant juridique, un consultant administratif et un consultant psychologique

2.2 Consultation par téléphone

Les femmes pourront utiliser le téléphone pour les consultations juridiques et administratives.

2.3. Consultation par Internet

Les femmes pourront utiliser le courrier électronique pour les consultations juridiques et administratives.

2.4. Consultation par radio

Il s'agit d'avoir une émission par semaine sur une ou plusieurs radios pour répondre à des questions d'auditeurs afin de rendre plus accessible le droit aux populations. (voir activité de Radio Oxygène)

2.5. Assister les femmes dans les procédures civiles et pénales et toutes les autres qui sont impliquées dans des situations discriminatoires.

Activité n. 3 Organisation de journées portes ouvertes

Ces journées sont un moyen efficace de vulgarisation du droit en général et des droits de la femme en particulier. Cette formule appliquée et mise en œuvre par l'A.J.S depuis quelques années s'est révélé être une méthode efficace de facilitation de l'accès à la justice.

Ces journées, 3 par an, permettent de mobiliser des professionnels du droit qui offrent des consultations gratuites aux citoyens dans un cadre décontracté.

Activité n. 4 Formation des para-juristes

Une semaine de formation spécifique est prévue sur la vulgarisation des droits des femmes, déjà acquis mais encore à diffuser pour 6 femmes.

Démarrage d'activités de 6 micro-crèches et activité de mise à jour dans les techniques de garderie communautaire pour 20 éducatrices/monitrices

L'occupation des femmes dans les activités de garderie de leurs enfant empêche, comme déjà relevé dans le diagnostic du Pides, d'avoir des vraies activités de travail dans le secteur formel. En fait, les demandes d'inscription aux crèches augmentent mais les frais d'inscription et le manque de locaux équipés entravent des dynamiques positives d'autonomisation des femmes. D'autre part, la culture communautaire et de quartier à Pekine pousse vers la prise en charge collective des enfants de la part des femmes et il y a haut taux de chômage, aussi parmi les éducatrices/monitrices. Cette activité vise donc à soutenir un processus naturel de prise en charge de l'enfant par les femmes, même si elles ne sont pas encore mères, mais aussi à le professionnaliser en donnant en même

temps l'occasion d'améliorer le suivi des enfants dans des petits groupes et à l'intérieur des familles. Pour réaliser concrètement cette activité, il faut partir des femmes qui ont déjà une formation professionnelle comme éducatrices/monitrices et la développer dans le sens de la création de micro-crèches. Il s'agit pourtant de commencer avec une activité de mise à jour technique d'une semaine pour 20 monitrices/éducatrices pour qualifier l'accueil et la garde des jeunes enfants.

L'activité d'éducatrice de micro-crèche répond aux besoins fondamentaux de l'enfant et contribue à son développement, son éducation et sa socialisation. Elle assure, en outre, l'entretien et l'hygiène des différents espaces de vie de l'enfant.

L'éducatrice peut exercer sa profession :

– en milieu familial :

- à son domicile (comme salariée d'employeur particulier ou de crèche familiale) sous réserve d'être agréée ;

- au domicile des parents (comme salariée d'employeur particulier ou de services d'aide à domicile);

- en structures collectives :

- en école maternelle (en tant qu'agent territorial spécialisé des écoles maternelles) ;

- en crèche collective ;

- en halte-garderie ;

- en garderie périscolaire ;

- en centre de loisirs sans hébergement ;

- en centre de vacances collectif d'enfants ;

- et tout établissement d'accueil des jeunes enfants.

L'activité de mise à jour sur le domaine spécifique de micro-crèche couvrira

Eléments de Gestion de base des activités d'accueil et de gestion d'une micro-crèche

Eléments de psychologie du développement

Eléments de pédagogie

L'activité de stage sur place, de 40 heures pour chacune de 6 monitrices/éducatrices, sera réalisée dans la garderie du quartier de Pikine Est, avec l'aide et la supervision d'enseignants déjà experts.

A la fin du parcours, le coordinateur de l'activité de mise à jour s'engagera directement avec l'aide du GIOFF et de la crèche du quartier pour commencer les activités de micro-crèches en milieu familial.

DOMAINE ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

3) Activités relatives à l'objectif 3 : *Recensement des activités micro et méso-économiques gérées par les femmes, formation sur l'élaboration des projets et sur la planification administrative et financière.*

Pour aboutir aux objectifs généraux prévus par le PIDES, il faudra aussi démarrer avec une série d'activités liées à la détermination et à la promotion d'initiatives de type économique, qui sont encore en ébauche ou au niveau de niche, ou bien sont en concurrence entre elles. Un recensement amènera à la planification de sessions de formation conjointes, sur la base des intérêts locaux. Entre temps, il sera nécessaire de renforcer les capacités qui sont déjà sur le terrain et donner un nouvel élan à l'activité de recensement associatif, commencée par le Gioff, afin de se mettre en réseau avec d'autres associations et groupements féminins dans la ville de Pikine. On prévoit pourtant :

Recensement des activités micro et méso-économiques gérées par les femmes

Pour aboutir à l'autonomisation socio-économique des femmes et des jeunes en situation de vulnérabilité, selon la logique du projet axé sur le développement du potentiel endogène et des ressources locales, il faudra partir avec le recensement des activités de micro et méso-entreprises qui sont déjà sur place. Ce recensement sera effectué par cluster et avec une méthode d'activation des APDC qui sont présents dans les différents Communes d'arrondissements. Parce que il s'agit d'une recherche quanti-qualitative sur le terrain, la participation des différentes institutions publiques au niveau social sera demandée.

Les données relevés seront insérées et élaborées dans des fichiers, qui constitueront une banque de données disponible pour l'élaboration de propositions et projets d'autonomisation économique des femmes.

Une session formative d'une semaine de méthodologie de la recherche sociale est prévue, elle sera menée par le Gioff et en particulier par le Cipsi, pour la formation des enquêteuses.

Contenus :

Les étapes d'une recherche

La construction d'un objet d'étude

La conception du protocole de recherche

Des constats aux interprétations

Rigueur méthodologique et neutralité axiologique

Les méthodes d'observation et de récolte des données

L'observation: objectifs, méthodes et paradoxes de l'observateur

La distinction entre méthodes quantitatives et qualitatives

Les questions d'échantillonnage

La nature et la fréquence du problème

Les deux méthodes de construction d'un échantillon

Les entretiens

Utilité et diversité des entretiens

La préparation des entretiens

La conduite et l'exploitation des entretiens

Les questionnaires

La construction du questionnaire et la formulation des questions

La transmission et la récupération des questionnaires

Elaboration des projets

Pour renforcer la capacité économique et entrepreneuriale des femmes, une session formative d'une semaine sera organisée pour l'élaboration des micro-projets socio-économiques. Bénéficiaires 20 femmes.

Contenus :

- Réaliser un dossier de présentation
- Financer un projet
- Obtenir des financements
- Monter un projet
- Réaliser un budget prévisionnel
- Communiquer sur son événement auprès des médias et du public
- Demander un agrément
- Rechercher et gérer des partenariats privés
- connaître son association sur Internet

Renforcement des capacités techniques et managériales (marketing, démarche qualité) : Formation des femmes en gestion financière et administrative des micro-projets AGR (éducation financière, module appliqué à la méso-finance, à l'entrepreneuriat). Bénéficiaires 20 femmes.

Activités de renforcement de la gestion d'entreprise et associative, avec un traitement d'accompagnement (par le président du conseil d'administration de UGF, mutuelle d'épargne et de crédit de l'Union Groupement féminin de Pikine Est)

Contenus :

- Initiation au droit de l'entreprise
- Différentes formes juridiques de création d'entreprise (avantages et inconvénients).
- Initiation au droit du travail : comment recruter le personnel, les différentes immatriculations
- Régime fiscal des entreprises
- Risques et approvisionnement
- Rédaction d'un Business plan

Micro-structures

- Définition d'un projet de microstructures : auto-entreprise ? micro-entreprise ? association ?
- Création et gestion d'associations
- Création et gestion de micro-entreprises
- Accompagnement et suivi des créateurs d'entreprises ou d'associations
- Création et gestion de structures liées aux services d'aide à la personne
- Création et gestion de structures liées aux artistes et auteurs
- Création et gestion de structures liées aux métiers du textile
- Mise en place de partenariats entre producteurs et consommateurs ou distributeurs.

Acquisition de compétences transversales

- Adapter et valoriser son image en milieu professionnel
- Communication en milieu professionnel: les aspects théoriques ou la pratique
- Savoir rédiger en situation professionnelle
- Organiser ses idées grâce au Mind Mapping

- Gestion du temps : améliorer son efficacité professionnelle
- Mieux gérer son stress en milieu professionnel
- Création d'un business plan
- Mise en œuvre sur site.

DOMAINE DIFFUSION DES INFORMATIONS SUR L'EGALITE DES CHANCES PAR LE MEDIA

4) Activités relatives à l'objectif 4 : *diffusion des informations sur l'égalité des chances par le media*

Activités de diffusion de l'information sur le service avec Radio Oxygène.

Il s'agit d'informer la population féminine de Pikine sur les services offerts au guichet et de faire œuvre de vulgarisation des droits des femmes.

Activités : émissions radio

- 1 émission tous les 7 jours (10 mois) réalisée par les femmes juristes
- 1 émission tous les 15 jours (10 mois) réalisée par les opératrices du Guichet

Evénement collectif du 8 Mars pour rencontrer toutes les femmes afférentes aux différents groupements féminins de Pikine

Le 8 mars 2014 deviendra l'occasion concrète pour la rencontre des femmes afférentes à tous les groupes engagés dans les projets.

Ce sera l'occasion de diffuser les résultats déjà obtenus, de relancer le projet et les différentes phases, de mettre en œuvre de nouvelles initiatives à partir de l'engagement direct des femmes.

Budget :

Le montant général pour réaliser ce projet est de **112.992,00 €**. Voir l'annexe 1.

Le Cipsi s'engage à repérer partie du budget pour la contribution concrète au projet proposé, à travers la coopération décentralisée des Régions de Marche et Lazio. A ce propos CIPSI a déjà pris des accords avec les Régions susmentionnées, qui seront ratifiés dans les prochaines mois.